Les subsides

Or, vu la confusion qui règne à la Chambre depuis quelques minutes, il y aurait peut-être lieu de rappeler et de préciser les faits, de façon à bien circonscrire le débat. Les téléspectateurs qui viennent d'allumer leur appareil et qui n'ont pas eu le loisir de lire leurs journaux se demandent peut-être si certaines fléchettes atteignent bien leur objectif.

Il est question en l'occurrence d'un contrat de publicité que le gouvernement a octroyé à propos d'obligations d'épargne. Il s'agit d'un type de contrat qui, selon une personne qui s'occupait de cela sous l'ancien gouvernement, ne pose aucune difficulté. En fait, on a dit que c'était un très beau cadeau. Il est clair également, en regardant la façon dont ce contrat a été accordé, que l'ancien gouvernement suivait à peu près les mêmes méthodes. En fait, les volées de flèches qu'échangent les libéraux et les conservateurs ne sont guère qu'une bonne vieille prise de bec.

• (1600)

Les Canadiens se demandent ce qui se passe. D'après les renseignements qu'on possède sur l'attribution du contrat, estil possible que le ministre des Finances ait agi correctement et que l'on n'ait rien à reprocher au gouvernement? Comment s'y prend on pour accorder ces faveurs à une agence de publicité? C'est apparemment la responsabilité du président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) plutôt que celle du ministre des Finances. C'est un comité du gouvernement qui fait la recommandation. Si l'on examine la composition de ce comité, on peut se faire une meilleure idée de la façon dont les choses se passent. On nous a dit que, aussitôt au pouvoir, le gouvernement avait remercié les trois libéraux qui étaient chargés du groupe de gestion de la publicité fédérale. Deux militants conservateurs ont pris leur place. Devant ce genre de choses, il devient évident que c'est ainsi que les choses se passent. Lorsqu'on nous dit que l'une des personnes nommées était Robert Byron, ancien directeur de la publicité chez Case Associates Ltd. de Toronto, qui a dirigé les services de circonscription pour le parti conservateur durant la campagne électorale fédérale l'an dernier, il y a tout lieu de supposer que M. Byron connaissait bien les investisseurs conservateurs dans le pays, surtout dans des villes comme Toronto, qui occupent des postes élevés dans le domaine des affaires et qui méritent d'être avantagés par le nouveau gouvernement.

Lorsqu'on apprend que l'autre personne, Jean Péloquin, directeur de publicité de Montréal qui a fait partie du groupe conservateur chargé de la stratégie en matière de communications à Québec durant la dernière campagne, nous nous disons qu'il doit parfaitement connaître les publicistes de cette région du pays et qu'il connaît sans doute assez bien ceux des autres régions.

Il s'agit là d'un travail qui n'est guère difficile, sans doute trop payé, puisqu'il s'agit d'un boulot en or ou d'un cadeau offert à une agence. Les gens qui s'en occupent sont d'anciens représentants du parti conservateur qui ont été nommés à ce groupe pour le gérer dans l'intérêt de leurs petits amis.

Lorsqu'ils examinent la question et arrêtent leur choix sur une figure qui, comme par hasard, compte parmi ses dirigeants le beau-frère du ministre des Finances, cela ne les dérange sans doute pas de voir que cette personne occupe un poste de direction et que le contrat publicitaire met en cause le ministère des Finances. Peu importe. Près d'un quart de million de dollars va être versé à cette agence. Ce contrat augmente les recettes de l'entreprise en question, et ce n'est que normal.

Les Canadiens s'intéressent à ces questions, et surtout les Canadiens ordinaires qui ont très peu d'espoir de profiter un jour d'un gouvernement qui se complaît à restreindre les dépenses dans tous les secteurs possibles, sans tenir compte des conséquences pour eux. Ces Canadiens ordinaires suivent de près les activités du nouveau gouvernement. Ils ne seront pas impressionnés de constater que le gouvernement qui a promis du changement dans divers secteurs, a continué pendant l'automne d'appliquer les directives du gouvernement précédent qui sont manifestement inadéquates, sans apporter de changement si ce n'est au niveau du personnel.

Ces Canadiens vont se demander si l'on dilapide les deniers publics et si les parents et amis du nouveau gouvernement vont en profiter à leurs dépens sans que cela procure de gros avantages au pays. Il est scandaleux de s'entendre dire que ces pratiques n'ont plus cours et le président du Conseil du Trésor n'a pas besoin de s'excuser d'avoir fait ce genre de chose. Tout cela ne sert qu'à rendre les Canadiens encore un peu plus cyniques à l'égard de leur gouvernement, en se disant que les conservateurs ne valent pas mieux que les libéraux, que le gouvernement cherche avant tout à avantager ses amis et parents au détriment de l'ensemble de la population. Ils ne peuvent qu'être convaincus qu'un gouvernement honnête est une utopie.

Ce genre de comportement nuit à la réputation du gouvernement. S'il est une chose que je reproche aux gouvernements et aux partis qui se livrent à ce genre d'activité, c'est exactement cette mauvaise réputation, ce cynisme qu'elle fait naître dans l'esprit des Canadiens ordinaires. Lorsque je vois des députés faire signe que non de la tête et en douter, je me demande où est leur sens moral. Le sectarisme politique prend manifestement le dessus et les gens cessent de se demander ce qui constitue un comportement acceptable et régulier en l'occurrence.

Notre motion porte sur l'octroi d'un contrat en particulier. Au cours du débat cet après-midi, personne n'a répondu à la question de savoir si ce procédé est acceptable ou non. Cela témoigne du sentiment de malaise que cette affaire suscite. Ce qui est curieux, c'est que les lignes directrices aient été rendues un peu plus rigoureuses. C'est vraisemblablement que le comportement de l'automne dernier était inacceptable et que des choses de ce genre ne devraient jamais se produire. Au hochement de tête, je conclus que les lignes directrices n'ont pas été rendu plus rigoureuses. On doit donc regretter qu'il n'y ait pas eu d'amélioration.